

PLAN N°4
CARTE DE ZONAGE RELATIVE AUX
COMMUNES (1/5 000^E)



Révision des Plans de Prévention du Risque
naturel d'inondation (PPRI) Crete-Jordanne
sur la commune d'Arpajon

Carte du zonage réglementaire

Echelle: 1/5 000

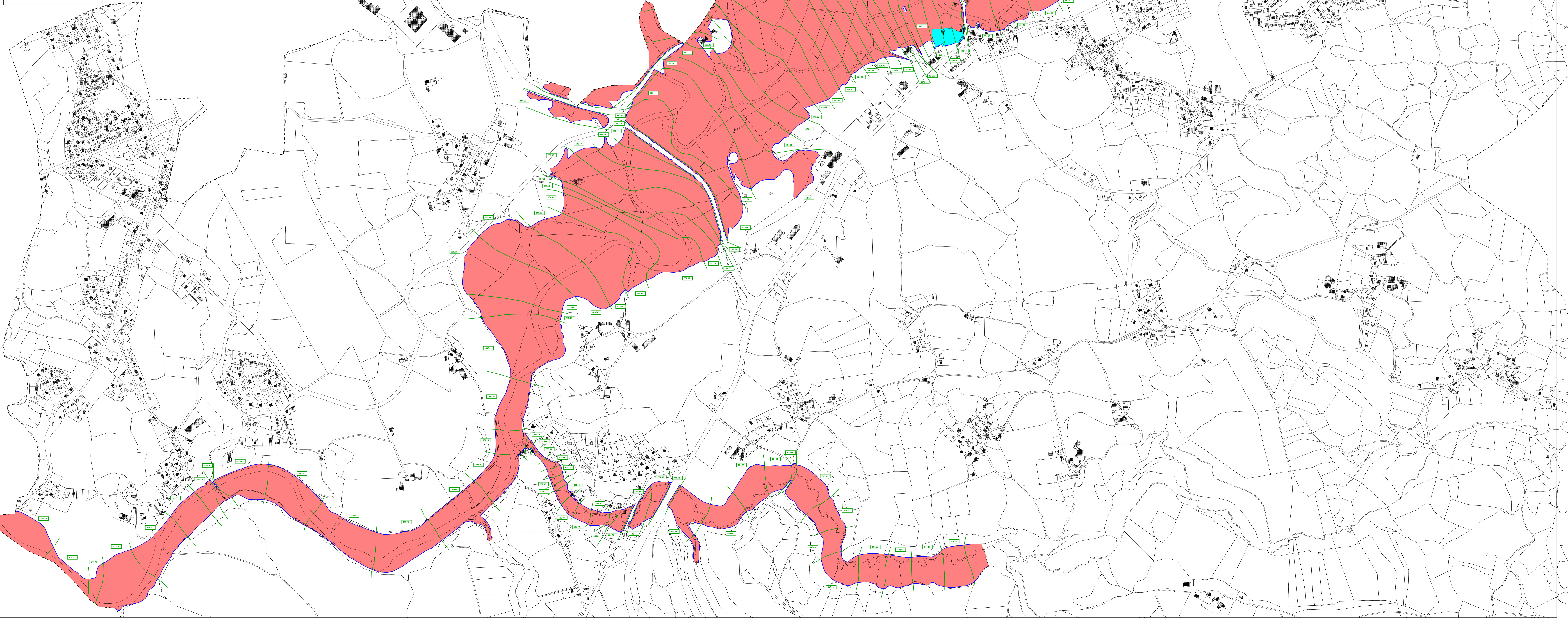
Janvier 2018

Affaire n° 8310926

ARTELIA

Agence de Bordeaux

LEGENDE	
	Limite de la commune
	Limite de la zone inondable
	Zone rouge
	Zone bleue
	Limite d'application de la zone de référence
	Cote de référence (m NGF)



Révision des Plans de Prévention du Risque
naturel d'inondation (PPRI) Cère-Jordanne
sur la commune d'Aurillac

Carte du zonage réglementaire

Echelle: 1/5 000

Août 2017

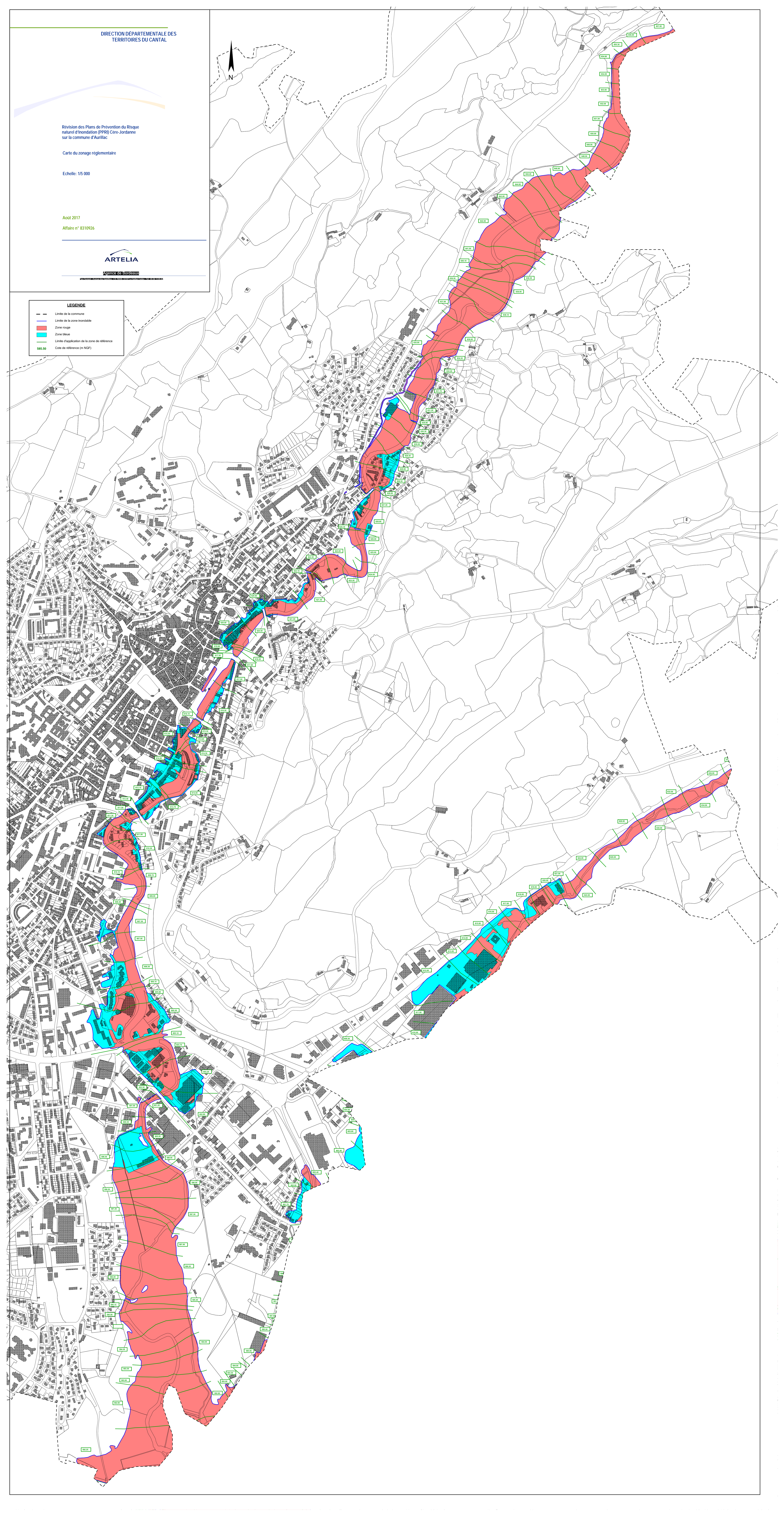
Affaire n° 8310926

ARTELIA

Agence de Bordeaux

LEGENDE

- Limite de la commune
- Limite de la zone inondable
- Zone Rouge
- Zone Bleu
- Limite simplifiée de la zone de référence
- 585.50
- Cote de référence (m NGF)



SECTION 7

DOCUMENTS ANNEXES

ANNEXE 1

ARRETE PREFECTORAL DU 24 02 2015

ARRETE PREFECTORAL DU 06 02 2018



PRÉFECTURE DU CANTAL

ARRÊTÉ N° 2015 – 0234 du 24 février 2015

**Arrêté Préfectoral prescrivant la révision
du Plan de Prévention du Risque Naturel Prévisible « inondation » Cère-Jordanne
sur le territoire des Communes d'AURILLAC et d'ARPAJON-SUR-CERE**

Le Préfet du Cantal, Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.562-1 à L.562-9, et R.562-1 à R.562-12 ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.480-1 et suivants, L.480-4, L.126-1 et R.126-1 et suivants ;

VU le Code des assurances, et notamment ses articles L.125-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU le décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014/DREAL/218 dispensant d'évaluation environnementale annexé au présent arrêté ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réviser le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) Cère-Jordanne, approuvé le 12 décembre 2003, de la situation des communes d'AURILLAC et d'ARPAJON-SUR-CERE au regard des risques liés à l'aléa naturel « inondation » et aux enjeux présents sur leur territoire ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'État d'élaborer et de mettre en œuvre les plans de prévention du risque naturel prévisible « inondation », prévus à l'article L.562-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de M. le Directeur départemental des Territoires du CANTAL ;

ARRÊTE

Article 1 : La révision du plan de prévention du risque naturel prévisible « inondation » est prescrit sur les communes d'AURILLAC et d'ARPAJON-SUR-CERE

Article 2 : Le périmètre mis à l'étude pour l'élaboration du plan correspond à celui figurant sur la carte annexée au présent arrêté.

Article 3 : Les risques naturels pris en compte pour l'élaboration du plan sont liés à l'aléa « inondation » présent sur la zone d'étude, ainsi qu'aux enjeux caractérisant les communes d'AURILLAC et d'ARPAJON-SUR-CERE situées en aval sur la rivière CERE.

Article 4 : La Direction Départementale des Territoires du CANTAL est désignée comme le service déconcentré de l'État chargé d'instruire le projet de P.P.R.

Article 5 : Une évaluation environnementale n'est pas requise pour le nouveau PPRi conformément à la décision de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement en date du 25 novembre 2014.

La décision de cette autorité est annexée au présent arrêté.

Article 6 : L'élaboration du PPR fera l'objet d'une concertation avec les conseils municipaux d'AURILLAC et d'ARPAJON-SUR-CERE pendant toute la durée de l'étude, et notamment sous la forme de réunions de travail. Ces réunions associeront également des représentants des collectivités territoriales, des E.P.C.I., des gestionnaires d'infrastructures, d'associations et d'activités socio-économiques.

Des réunions publiques pourront également être organisées pour l'information de l'ensemble de la population, à la demande des communes d'AURILLAC et d'ARPAJON-SUR-CERE,

La révision du P.P.R. fera, en outre, l'objet des consultations et de l'enquête publique dans les formes prévues par l'article L.562-3 du Code de l'environnement.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Maires des communes d'AURILLAC et de ARPAJON-SUR-CERE, ainsi qu'à Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération du bassin d'AURILLAC (CABA).

Copie en sera adressée à Monsieur le Président du Conseil général du CANTAL, à Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, et à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne.

Article 8 : Le présent arrêté sera en outre affiché pendant un mois dans les Mairies de communes de AURILLAC et d'ARPAJON, ainsi qu'au siège de la Communauté d'agglomération du bassin d'AURILLAC (CABA). Le présent arrêté sera également publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal « LA MONTAGNE », dont la diffusion est départementale.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la dernière date de publication.

Article 10 : La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Directeur des Services du Cabinet, le

Directeur départemental des Territoires, le Maire de la commune d'AURILLAC, le Maire de la commune d'ARPAJON-SUR-CERE et le Président de la Communauté d'agglomération du bassin d'AURILLAC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aurillac, le 24 FEV. 2015

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale


Régine LEDUC



PRÉFET DU CANTAL

Arrêté préfectoral n° 2014/DREAL/218
Portant décision de dispenser d'évaluation environnementale
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement

Le préfet de département,

VU la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

VU la demande enregistrée sous le n°2014/PP/11, reçue le 9 octobre 2014 déposée complète par la direction départementale du Cantal, relative à la révision du plan de prévention du risque inondation Cère-Jordanne sur les communes d'Aurillac et d'Arpajon-sur-Cère (Cantal) ;

VU la saisine du directeur général de l'agence régionale de santé en date du 22 octobre 2014] ;

CONSIDERANT que le dossier présenté relève de la rubrique II 2° de l'article R. 122-17 du code de l'environnement, relative notamment aux plans de prévention des risques naturels prévisibles prévu par l'article L. 562-1 du même code ;

CONSIDERANT que le dossier de demande comporte les éléments suffisants pour motiver la décision de l'autorité environnementale ;

CONSIDERANT que le document consiste à réviser l'actuel plan de prévention du risque inondation;

CONSIDERANT que le projet de révision comprendra des dispositions de même nature que l'actuel, qui fixe des restrictions ou prescriptions pour la construction en zones soumises aux aléas ;

CONSIDERANT qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

ARRÊTE :**Article 1^{er}**

Le projet de révision du plan de prévention du risque inondation présenté par la délégation départementale du Cantal, concernant les communes d'Aurillac et d'Arpajon-sur-Cère (15), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section II du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne.

Fait à Clermont-Ferrand, le 25 NOV. 2014

Pour le préfet et par subdélégation,
la chef du service territoires, évaluation,
logement, énergie et paysages



Agnès DELSOL

Voies et délais de recours

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours administratif prend la forme soit d'un recours gracieux, soit d'un recours hiérarchique. Le pétitionnaire a le choix mais ne peut en aucun cas cumuler les deux types de recours administratif. Tout recours doit être formulé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision visée. Le recours administratif suspend le délai du recours contentieux qui ne commencera à courir qu'à partir de la date de notification de la décision relative au recours administratif.

Où adresser votre recours ?

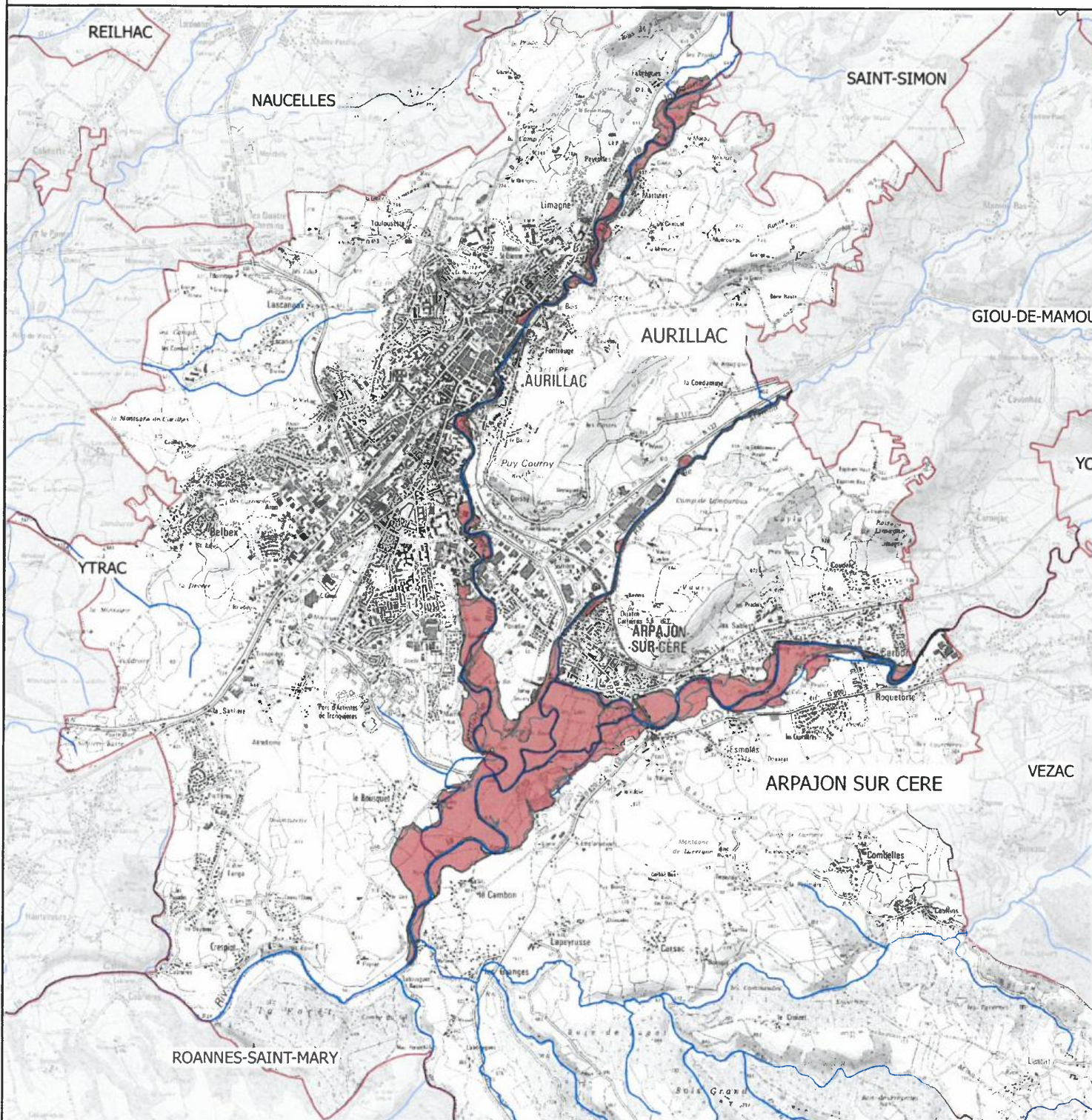
- **Recours administratif**
 - Recours gracieux

Préfet du Cantal
Cours Monthyon, BP 529 15 005 AURILLAC

- **Recours hiérarchique**
Préfet de la région Auvergne – préfet du Puy-de-Dôme
18, boulevard Desaix – 63 033 CLERMONT FERRAND cedex 01

- **Recours contentieux**
Tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6, cours Sablon 63 000 CLERMONT FERRAND

Périmètre de révision du PPR inondation Cère-Jordanne



Légende

Zone d'étude de la mise en révision LIMITE COMMUNALE



PREFET DU CANAL

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Support : BDOortho@IGN2010 (CRAIG)
BDParcelaire@IGN2007 (RGE)
BDTopo@IGN2011
BDArt@IGN2000
SCAN25@IGN2007
SCAN100@IGN1998
SCANDept@IGN2000
SCANRegion@IGN2007
SCAN1000@IGN2007

Données : DDT15-2014

DDT15/SE/URN/NEA

RevisionPPRICereJordanne.gqs

29/09/2014

Echelle : 1/50 000



PRÉFECTURE DU CANTAL

ARRÊTÉ N° 2018 – 186 du 06 FEV. 2018

Arrêté Préfectoral prorogeant le délai d'élaboration du Plan de Prévention du Risque Naturel Prévisible « inondation » Cère-Jordanne sur le territoire des Communes d'AURILLAC et d'ARPAJON-SUR-CERE

Le Préfet du Cantal,

VU le Code de l'environnement notamment son article R.562-2,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n°2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-0234 en date du 24 février 2015, prescrivant la révision du plan de prévention du risque naturel « inondation Cère-Jordanne » sur le territoire des communes d'Aurillac et Arpajon sur Cère ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article R.562-2 du code de l'environnement prévoient que le plan de prévention des risques naturels prévisibles doit être approuvé dans les trois ans qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration et que ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois ;

CONSIDÉRANT que les circonstances, notamment la durée des consultations des collectivités, des personnes et organismes associés, ont rendu nécessaire la prolongation de la phase d'élaboration des documents réglementaires du PPRi ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prolonger les délais d'approbation du PPR inondation afin de permettre à la procédure de se dérouler conformément aux dispositions réglementaires ;

SUR proposition de M. le Directeur départemental des Territoires du CANTAL ;

ARRÊTE

Article 1 : Le délai d'élaboration du plan de prévention du risque « inondation Cère-Jordanne » sur le territoire des communes d'Aurillac et Arpajon sur Cère arrive à son terme le 24 février 2018, il est prorogé jusqu'au 24 août 2019.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Maires des communes d'Aurillac et d'Arpajon-sur-Cère, à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac (CABA), à Monsieur le Président du syndicat mixte du SCOT du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie.

Copie en sera adressée à Monsieur le président du conseil départemental du CANTAL, à Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours, à Monsieur le chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine, et à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne.

Article 3 : Le présent arrêté sera en outre affiché pendant un mois dans les Mairies des communes d'Aurillac et d'Arpajon-sur-Cère ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac (CABA) et du syndicat mixte du SCOT du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie. Le présent arrêté sera également publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

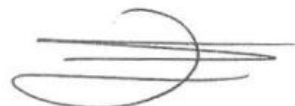
Mention de cet affichage sera insérée dans le journal « LA MONTAGNE », dont la diffusion est départementale.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la dernière date de publication.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur des Services du Cabinet, le Directeur départemental des Territoires, le Maire de la commune d'Aurillac, le Maire de la commune d'Arpajon-sur-Cère, le Président de la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac et le Président du syndicat mixte du SCOT du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aurillac, le 06 FEB. 2018

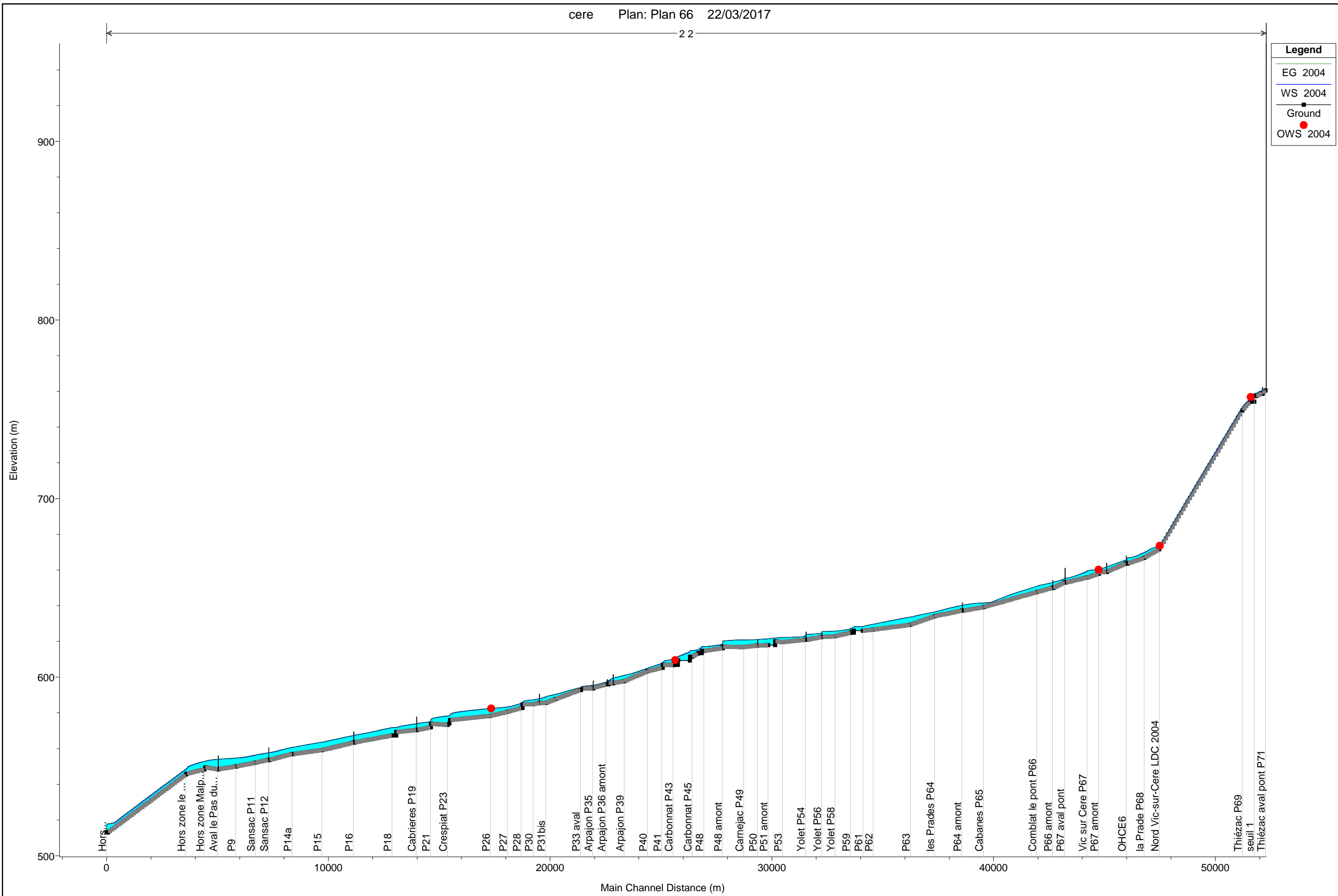
Le Préfet,

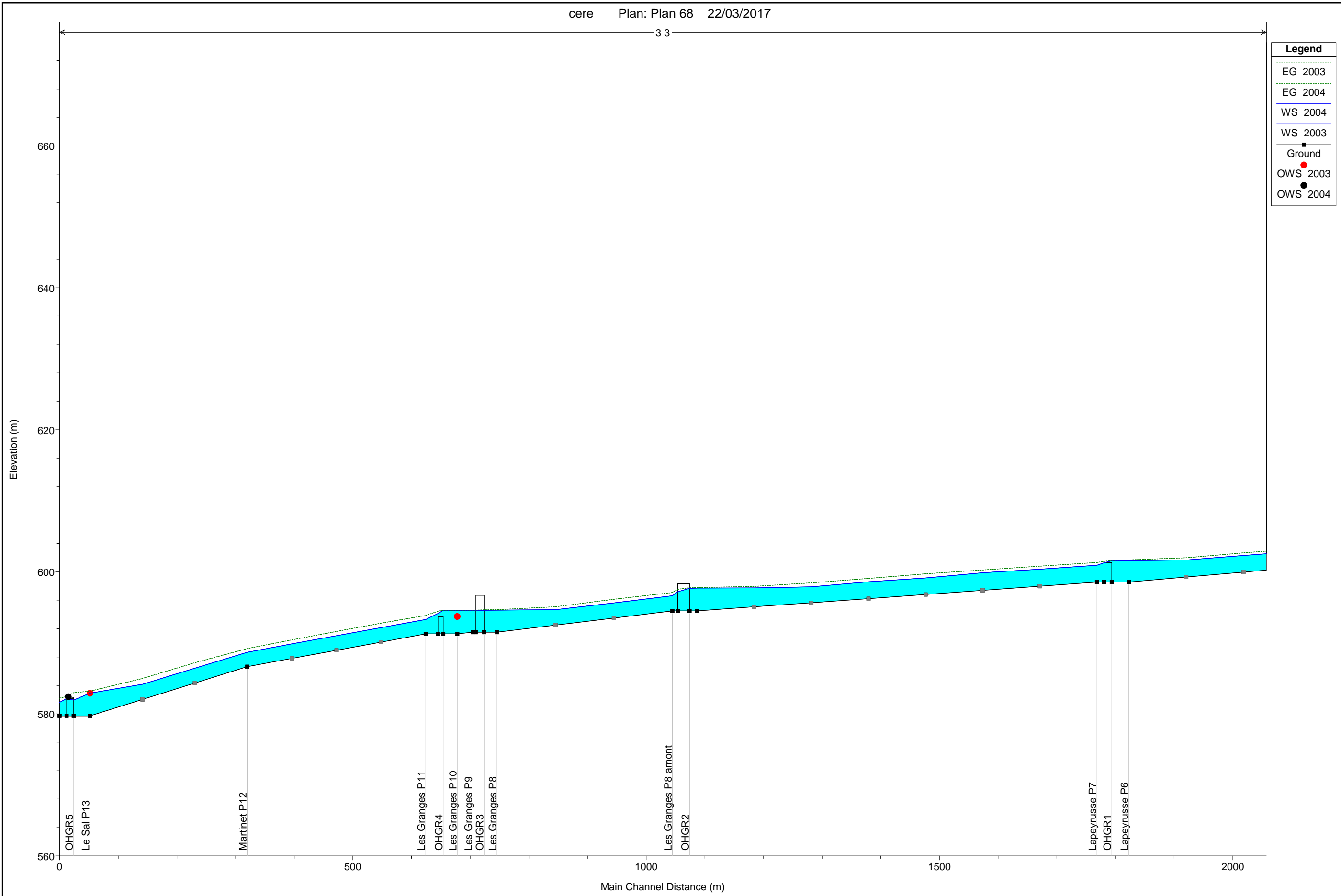


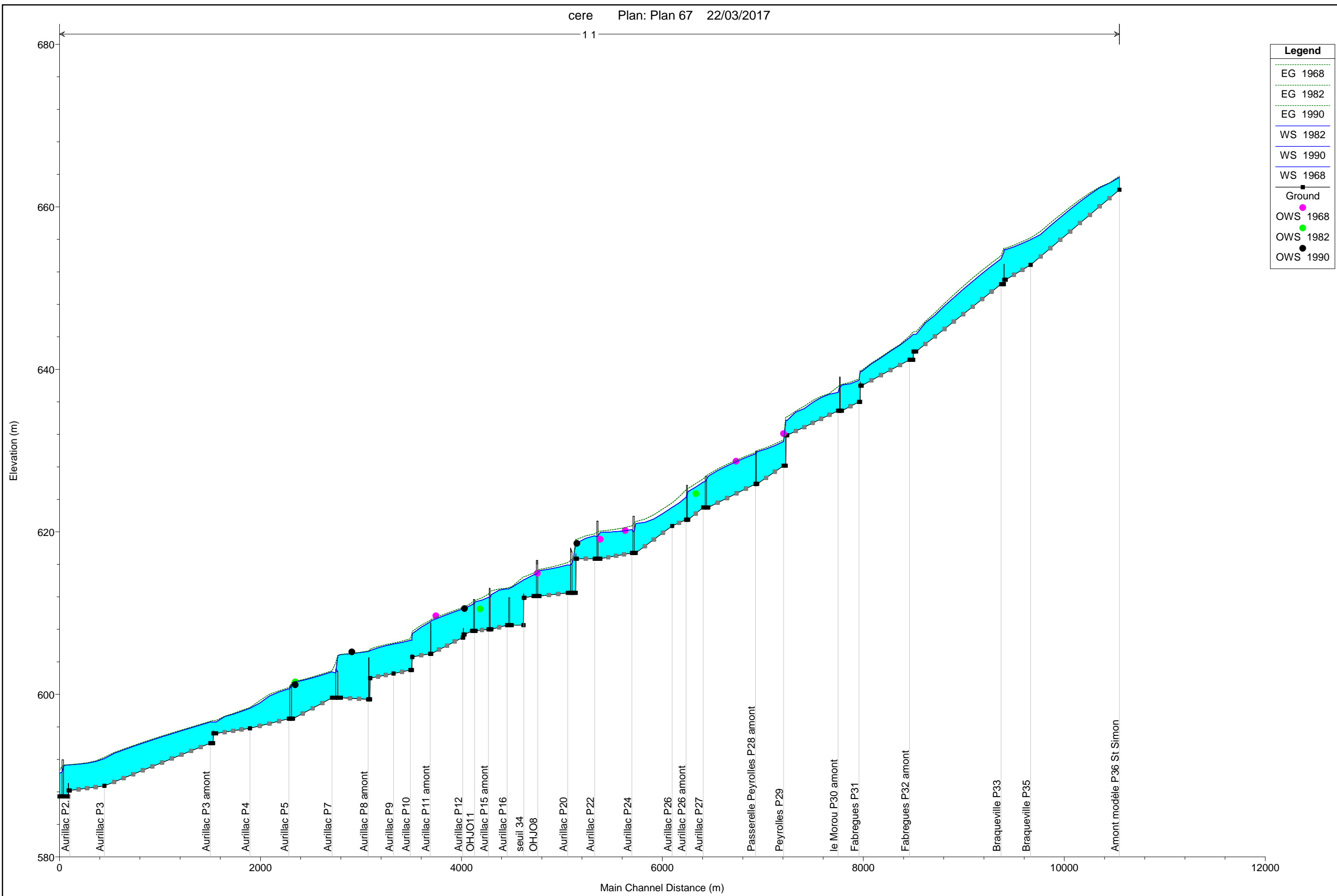
Isabelle SIMA

ANNEXE 2

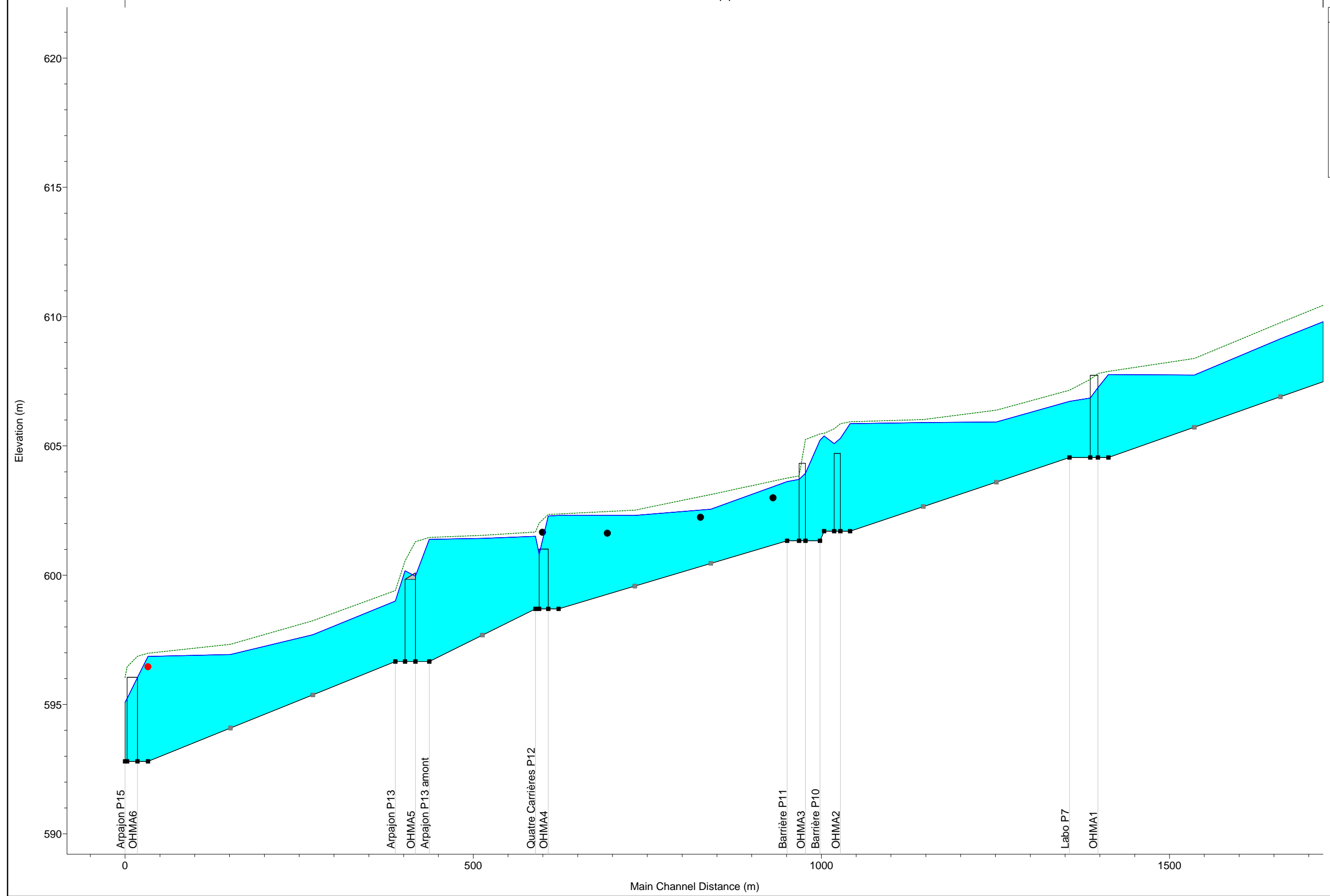
PROFILS EN LONG DES CRUES DE CALAGE





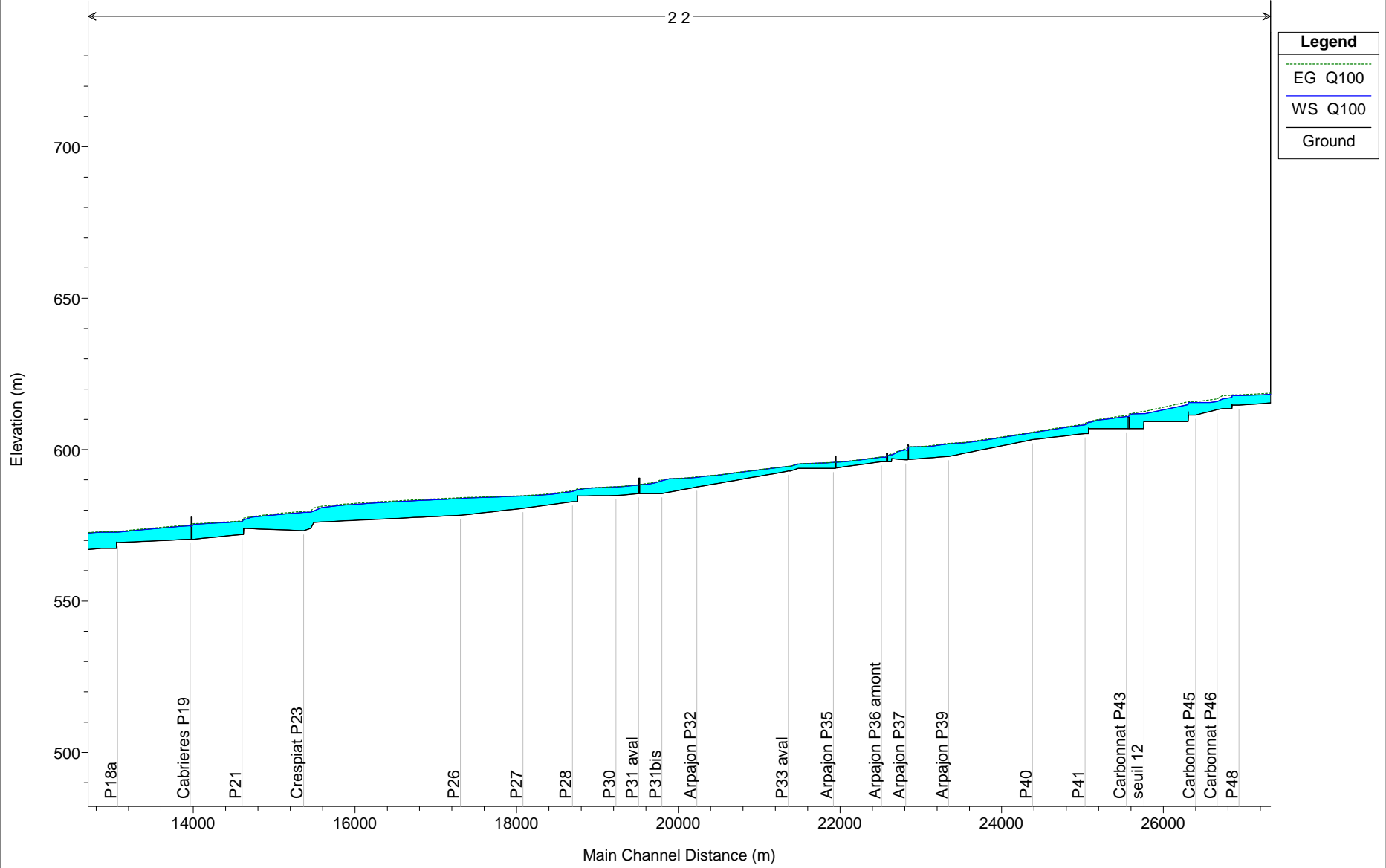


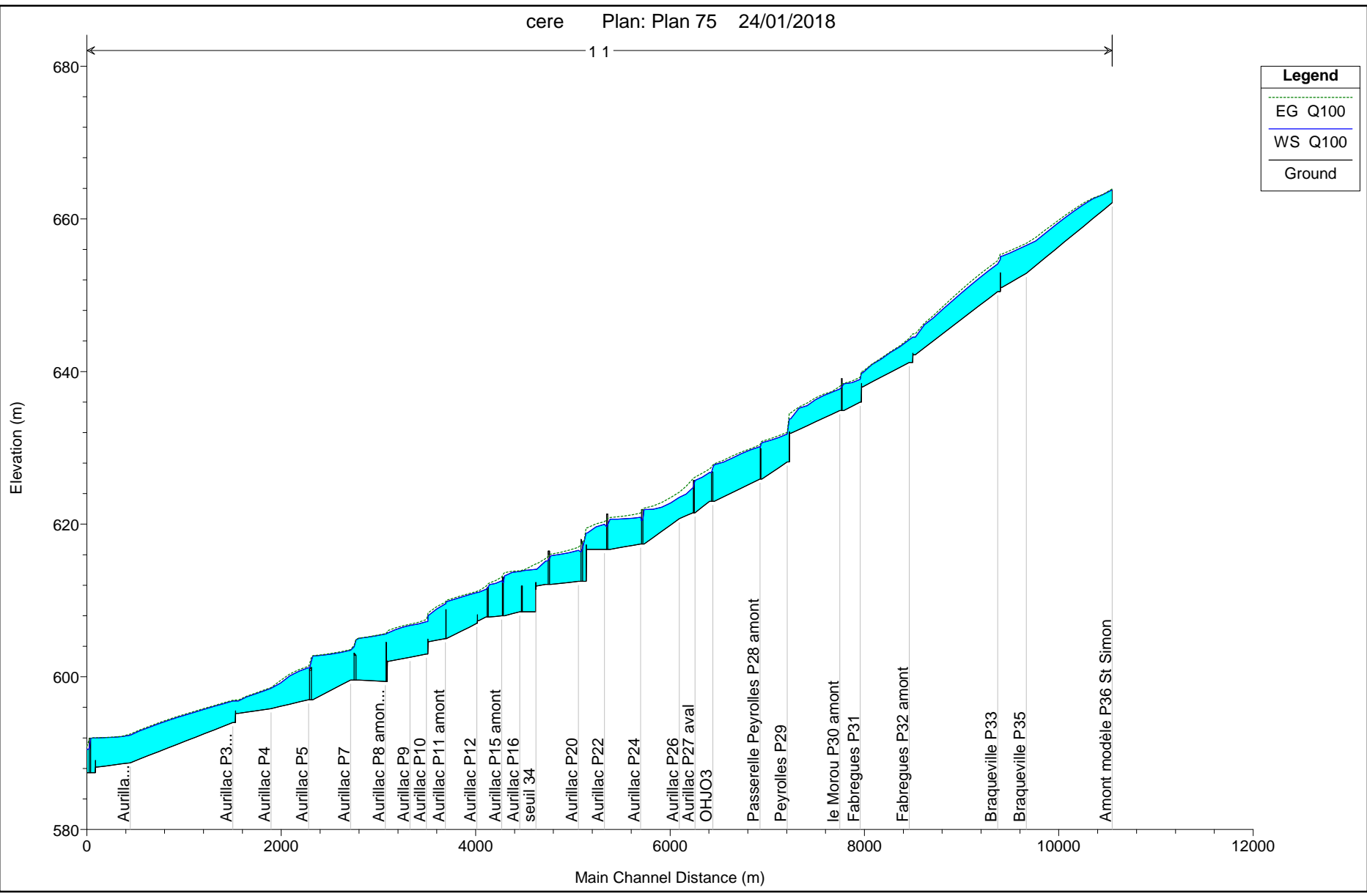
Legend	
EG 1987	
EG 1972	
WS 1972	
WS 1987	
Ground	
OWS 1987	
OWS 1972	



ANNEXE 3

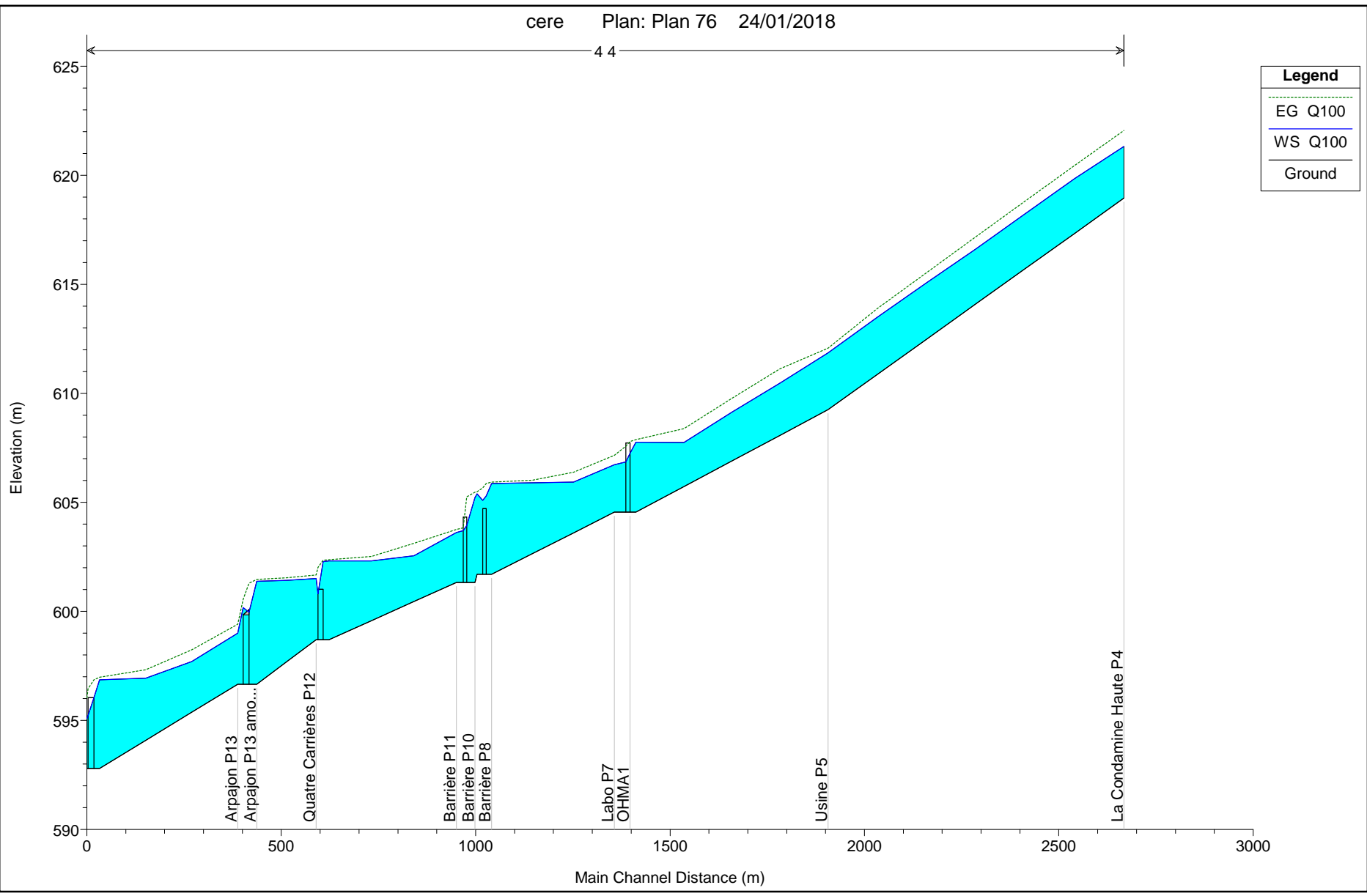
PROFILS EN LONG DE LA CRUE DE REFERENCE





Legend	
EG Q100	(dotted green line)
WS Q100	(solid blue line)
Ground	(solid black line)

4.4



Legend	
EG Q100	(Green dashed line)
WS Q100	(Blue solid line)
Ground	(Cyan shaded area)

Elevation (m)

Main Channel Distance (m)

625
620
615
610
605
600
595
590

0 500 1000 1500 2000 2500 3000

Arpajon P13
Arpajon P13 amo...

Quatre Carrières P12

Barrière P11
Barrière P10
Barrière P8

Labo P7
OHMA1

Usine P5

La Condamine Haute P4

ANNEXE 4

GLOSSAIRE

Aléa	Phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données. L'aléa doit ainsi être hiérarchisé et cartographié en plusieurs niveaux, en croisant l'intensité des phénomènes avec leur probabilité d'occurrence. Cela est vrai pour les PPR inondation, qui devront indiquer et croiser des hauteurs de submersion et des vitesses d'écoulement pour une période de retour au moins centennale.
Annexe	Dépendance contiguë ou séparée d'un bâtiment principal, ayant vocation de local technique pour piscine, abri de jardin, abri à bois, serre, garage, remise, terrasse non fermée, véranda.
Anthropique	Qui est dû directement ou indirectement à l'action de l'homme.
Bassin versant	Zone limitée par une ligne de partage des eaux. Territoire qui draine l'ensemble de ses eaux vers un exutoire commun (cours d'eau, lac, mer, océan).
Cartographie	Opération qui consiste à transcrire sous la forme d'une carte une information. Cette opération permet donc de représenter la répartition spatiale d'un phénomène, ou d'une variable, ou d'attacher une information à un lieu donné.
Catastrophe naturelle	Phénomène naturel ou conjonction de phénomènes naturels, dont les effets sont particulièrement dommageables.
Centre urbain	Zone qui se caractérise notamment par son histoire, une occupation du sol importante, une continuité du bâti et une mixité des usages.
Champ d'inondation	Pour un événement donné, c'est l'ensemble des sols inondés, quelle que soit la hauteur d'eau les recouvrant.
Cote d'eau	C'est la cote maximale, calée sur le système IGN69 (Nivellement Général de la France), qui sera atteinte par les eaux de débordement.
Cote terrain naturel	Cote du terrain noté le plus souvent TN ; elle est mesurée dans le système IGN69.
Cote de référence	Cote atteinte par l'eau lors de la crue de référence. Dans le PPRi, cette cote est rattachée au Nivellement Général de la France (NGF - IGN 69). Elle est indiquée au niveau de lignes isocotes (d'égale hauteur) figurant sur les plans d'aléa et de zonage. Elle permet de caler le niveau de plancher d'une construction ou d'une installation par rapport au terrain naturel.
Crue	Période de hautes eaux, de durée plus ou moins longue, consécutive à des averses plus ou moins importantes.

Crue décennale	Un débit de crue décennal (période de retour de 10 ans) est par définition un débit théorique qui a une probabilité d'une chance sur 10 d'être atteint ou dépassé dans une année ou d'être dépassé 10 fois en 100 ans d'observation.
Crue historique	Crue remarquable connue. La connaissance de ces crues est fondamentale pour les calculs des crues théoriques et l'évaluation des risques
Crue centennale	Un débit de crue centennal (période de retour de 100 ans) est par définition un débit théorique qui a une probabilité d'une chance sur 100 d'être atteint ou dépassé dans une année ou d'être dépassé 1 fois en 100 ans d'observation.
Crue de référence	Selon la réglementation française, la crue de référence est la plus forte connue, autrement appelée Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) ou, dans le cas où celle-ci serait inconnue ou plus faible que la crue centennale, cette dernière.
Débit	C'est la quantité d'eau en m ³ par seconde passant en un point donné d'un cours d'eau. L'unité de débit est le m ³ /s.
Embâcle	Accumulation de matériaux transportés par les flots (végétation, rochers, véhicules automobiles, etc.) en amont d'un ouvrage (pont) ou bloqués dans des parties resserrées d'une vallée.
Emprise au sol	Superficie du sol occupée par un aménagement ayant un effet sur l'hydraulique, c'est-à-dire susceptible de diminuer le champ d'expansion des eaux et/ou de porter atteinte aux écoulements des eaux y compris de manière ponctuelle.
Enjeux	Personnes, biens, activités, moyens, patrimoine, etc. susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel. Les enjeux s'apprécient aussi bien pour le présent que pour le futur. Les biens et les activités peuvent être évalués monétairement, les personnes exposées dénombrées, sans préjuger toutefois de leur capacité à résister à la manifestation du phénomène pour l'aléa retenu.
Établissement sensible	Établissements recevant une population vulnérable : public jeune, personnes dépendantes (âgées ou handicapées). Sont considérés sensibles les établissements scolaires, les crèches, les centres de loisirs pour enfants, les maisons de retraites, les centres hospitaliers, les maisons d'accueil spécialisé, etc
Établissement stratégique	Établissement nécessaire à la gestion de crise. Il s'agit des casernes de pompiers, des gendarmeries, des centres opérationnels pour la gestion de crise, etc.
Hauteur d'eau	Elle est calculée en faisant la différence entre la cote d'eau de la crue de référence et la cote du terrain naturel.

Hydrologie	Toute action, étude ou recherche qui se rapporte à l'eau, au cycle de l'eau et à leurs applications.
Inondation	Débordement d'eau qui submerge les terrains environnants.
Isocote	Ligne de même altimétrie atteinte par l'eau
Laisses de crue	Informations ou traces laissées par une crue sur un ouvrage ou d'autres supports, indiquant le plus haut niveau atteint.
Levés topographiques	Résultat d'une action consistant à mesurer une surface géographique, en mesurant l'altitude de cette surface.
Lit majeur	Terrains inondables situés en dehors des berges. Zone d'extension maximale des inondations. Un lit majeur peut être très large et comporter lui-même tout un réseau de chenaux secondaires.
Lit mineur	Espace occupé en permanence par une rivière.
Maître d'ouvrage	Personne physique ou morale qui définit le programme d'un projet, à savoir les besoins, les données, les contraintes, les exigences et l'aspect financier.
Maître d'œuvre	Personne habilitée par le maître d'ouvrage à faire respecter le programme défini par le maître d'ouvrage.
N.G.F.	Nivellement Général de la France ; il est indiqué dans le système IGN69.
Période de retour	Durée moyenne séparant deux crues de même ampleur
PHEC	Plus Hautes Eaux Connues.
Prévention	Ensemble des dispositions visant à prévenir et à réduire les incidences d'un phénomène naturel : connaissance des aléas, réglementation de l'occupation des sols, mesures actives et passives de protection, information préventive, prévisions, alertes, plan de secours et d'intervention.
Prévision	Estimation du moment de survenance et des caractéristiques (intensité, localisation) d'un phénomène naturel.
Ripisylve	Formation végétale et arborée en bordure de cours d'eau, qui joue un rôle de transition entre le milieu terrestre et le milieu aquatique.
Risque majeur	Risque lié à un aléa d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets prévisibles mettent en jeu un grand nombre de personnes, des dommages importants et dépassent les capacités de réaction des instances directement concernées.

Risque naturel	Pertes probables en vies humaines, en biens et en activités consécutives à la survenance d'un aléa naturel.
Risque naturel prévisible	Risque susceptible de survenir à l'échelle humaine.
Vulnérabilité	Caractérisation de la sensibilité des personnes, des activités et des biens à un phénomène naturel. Elle est donc exclusivement liée à l'occupation du sol et à son usage.

